



COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire



INSTITUT DU SAHEL

**Synthèse des résultats des enquêtes de terrains (Profils HEA) réalisées dans le cadre du Projet de renforcement des capacités des acteurs de la sécurité alimentaire au sahel en Analyse de l'Economie des Ménages**

**Atelier tenu du 19 au 22 juillet 2011 à Niamey, NIGER**

**Rapport préparé par Julius Holt  
The Food Economy Group**



## 1. Introduction

Depuis Juin 2010, SCUK a entrepris un grand projet de renforcement des capacités pour l'analyse des zones de moyens d'existence et la sécurité alimentaire dans la région du sahel, sur financement de ECHO avec l'appui technique du Food Economy Group, FEG. Ce projet a permis à trente deux (32) participants de subir une formation pratique sur les processus d'Analyse de l'Economie des Ménages(HEA). Jusqu'en Juin 2011, les étapes furent les suivantes :

- Comprendre l'Approche HEA et le cadre analytique;
- Acquérir les compétences en matière de méthode de terrain par la participation à plusieurs enquêtes sur des zones de moyens d'existence ;
- Entrer les données de terrain dans les tableurs d'enregistrement créés à cet effet ;
- Procéder à la consolidation des données enregistrées dans le tableur afin d'obtenir une série de valeurs pour chaque zone;
- Dresser le profil d'une zone de moyens d'existence sur la base des informations recueillies sur le terrain;
- Subir une formation en Analyse des résultats, c.à.d. utiliser les données pour produire des résultats pour différents scénarios d'alerte précoce.

Les enquêtes de terrain ont été menées dans deux zones pour chacun des pays que sont le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal, et dans trois zones au Niger. L'Atelier de Synthèse tenu du 19 au 22 juin 2011, est une occasion pour l'ensemble des participants au projet de renforcement des capacités en HEA d'avoir un regard synoptique des résultats de leurs enquêtes de terrain( le programme de l'atelier est donné en annexe 1). Le but était de former les participants à examiner les données des différentes zones et à réfléchir sur leur interprétation. L'idée est de les amener à garder constamment en mémoire, le cadre analytique de l'Economie des Ménages, et de distiller les données contenues dans les tableurs de base de la zone et des profils, sans oublier leurs observations personnelles sur le terrain, et de noter tous les détails et points essentiels.

La première étape consistait à établir les différences et similitudes entre les zones; la seconde étape à établir les différences et similitude entre les groupes socioéconomiques. En outre, dans les sessions suivantes, il a été demandé aux participants de prendre en compte l'application des données et de l'analyse à : a) comprendre la sécurité alimentaire et son lien avec la pauvreté ; b) réfléchir à la possible contribution des données et du cadre analytique aux systèmes nationaux d'alerte précoce( étendre les idées déjà explorées dans la formation en Analyse de Résultat) ; c) réfléchir au développement des interventions ; d) informer pour le plaidoyer. Au cours des séances, les participants ont été divisés en groupes de travail, et pour chaque sujet les groupes étaient chargés de présenter les résultats de leur travail. C'est là un aspect du renforcement des capacités : les données ne deviennent information qu'après leur analyse, et l'Analyse elle-même n'est utile que si elle est communiquée de manière intelligible. Ce qui requiert des compétences pour décider de la pertinence des éléments dont on dispose sur le sujet, en produisant des preuves bien présentées( en mettant un accent particulier sur la sélectivité et la clarté), et en donnant des conclusions incisives ou des messages dont le public se souviendra le lendemain.

Dans ce rapport, nous présentons la synthèse des principales données, et donnons des explications sur leur contenu et des commentaires sur leurs implications.

## 2. Les caractéristiques des zones de moyens d'existence

Les zones de moyens d'existence qui ont fait l'objet d'enquête dans tous les quatre pays sont situées sur les bandes de peuplement agricole et agro-pastorale dans lesquelles vit la plupart des populations rurales des quatre pays visités. Toutes les zones sont situées dans l'unité écologique soudano-sahélienne par opposition à la zone écologique plus humide appelée guinéenne à l'extrême sud des pays en question. Certaines de ces zones sont plus arides que d'autres, c'est ce qui entraîne la différence fondamentale entre les économies agro-pastorales et celles agricoles, la première dépendant plus du bétail tandis que la seconde est à un certain degré plus auto suffisante en céréales tout en tendant vers une agriculture de rentes à chaque fois que c'est possible. Cependant, d'autres facteurs distinctifs existent toujours entre ces deux zones, allant de la présence de systèmes d'irrigation à la dépendance aux revenus générés par la main d'œuvre migratrice.

Les zones de moyens d'existence ayant fait l'objet d'enquêtes sont:

### SENEGAL:

**Tambacounda** –Zone Agro-Sylvo-Pastorale. C'est une zone située vers la ceinture du sahel, avec une pluviométrie moyenne d'environ de 600mm par an. C'est une région, qui a longtemps été considérée comme une des principales régions productrice d'arachides, alors que le coton constituait la deuxième culture de rente. La culture de rente couvre plus d'un tiers des surfaces cultivées, et le reste est largement dominé par les céréales : le mil a légèrement pris le dessus sur le sorgho au cours des vingt dernières années ; et une quantité substantielle de maïs est également produite. Les différences ethniques au sein des populations nous renseignent que les wolofs et les mandingues sont plus tournés vers la production agricole et les peulhs bien que sédentaires demeurent des éleveurs, surtout de bovins. L'enquête a essayé de présenter une image agro-pastorale équilibrée. Cependant, les moyens d'existence ce se résume pas seulement à la production primaire, d'autres sources de revenus sont importantes, en particulier pour les ménages pauvres : la vente du bois mort et du charbon de bois ainsi que la vente de paille de fourrage leur rapportent les deux tiers du total de leurs revenus en espèces ; et le reste est comblé par les gains générés par les formes de travail local ou l'exode.

**Matam** – Zone Agro-Sylvo-Pastorale. Bien que située au nord de la même zone écologique que Tambacounda, la zone de Matam présente une économie nettement différente. Les villages enquêtés se situent essentiellement sur la bande du Diéri, loin du Fleuve Sénégal, qui se trouve plus vers l'Est, mais qui malgré tout, utilise, dans une certaine mesure, les terres inondables du Walo pour la culture de décrue. Le régime pluviométrique est relativement aride avec 300-500 mm par an, mais cela ne justifie pas entièrement, pourquoi la production céréalière, à dominance mil, ne contribue que d'une partie étonnamment faible à la consommation des ménages aisés tout autant que chez les pauvres, ni moins pourquoi le marché absorbe-t-il la source de ravitaillement. La principale caractéristique de ces populations est leur dépendance aux transferts de cash de la part de membres de la famille établis et travaillant à l'étranger, souvent pendant des décennies. C'est un phénomène établi depuis longtemps, on dirait même que c'est une tradition que l'on retrouve chez beaucoup de peuples vivant le long du fleuve Sénégal. Il en résulte que l'économie est dominée par le commerce avec des investissements substantiels sur le bétail pour les nantis( qui perçoivent la plupart des transferts de fonds) et la main d'œuvre ainsi que des services que leur proposent les plus pauvres. De ce fait, on assiste à une redistribution des richesses qui fait que les riches et les pauvres sont à des niveaux de richesse bien au-delà de leurs pairs vivant dans n'importe quelle autre zone parmi celles enquêtées.

### NIGER:

**Ouallam** – Zone Agro-pastorale avec une forte main d’œuvre migratrice (exode). C’est la zone la plus à l’Ouest parmi les nombreux points à travers la région semi-aride du Niger où l’étiquette collée à la cartographie nationale des zones de moyens d’existence nous renseigne sur un élément de forte migration de main d’œuvre. Mais ce n’est tout de même pas comme Matam dont on a parlé ci-haut: en effet, le phénomène est bien ancien, mais les montants d’argent renvoyés ou ramenés sont de loin, plus modestes. Aussi, même s’il y a sans doute des familles qui migrent pendant de longues périodes, il n’en demeure pas moins qu’il existe, surtout chez les ménages pauvres, des migrations saisonnières dont la durée est de quelques semaines ou mois, après la principale récolte locale, et leurs destinations principales restent souvent les centres urbains nigériens ou dans les pays voisins vers le Sud comme au Nigéria. Il n’est pas nécessaire de rechercher les raisons culturelles: l’infertilité des sols et la relative faiblesse de la pluviométrie qui entrave la production céréalière font que cette zone presque déficitaire tous les ans, cependant c’est la forte incidence des déficits pluviométriques d’une année à une autre, qui contribue spécialement à l’insécurité alimentaire.

**Mainé-Soroa** – Zone Agro-pastorale avec des ‘cuvettes’ (de petits bassins naturels remplis par l’aquifère souterrain). Située à l’extrême sud-est du pays avec des sols sablonneux et des formations dunaires, Mainé-Soroa est parmi les zones les plus arides où la culture de céréales est pratiquée au Niger. Ces cuvettes aux allures d’oasis constituent un phénomène local particulier permettant la production de produits maraichers ainsi que de dattes. Cependant, cela ne rapporte pas plus de 10% du revenu. C’est le bétail qui constitue la principale source de revenus pour les nantis, surtout les bovins qui confèrent le capital financier pour le commerce qui constitue la deuxième source de revenus. Pour les ménages pauvres, ni “l’agro”, ni le “pastoral” ne fournit les bases des moyens d’existence et que l’argent pour se procurer la nourriture ainsi que les autres éléments indispensables proviennent d’autres types de travail: travail sur les champs de voisins plus aisés, coupe et vente de bois mort et d’herbe de fourrage et récolte de sel dans des salinières locales; et le travail à l’émigration dans les zones de cultures irriguées à la frontière avec le Nigéria ou tout simplement au Nigéria. La période dont il est question dans cette enquête a démarré avec une récolte particulièrement mauvaise, suivie d’une série de mauvaises années. Une distribution substantielle de nourriture avait été menée.

**Madarounfa** – Zone Sud Agricole avec une irrigation de contre-saison. C’est un des nombreux sites sur la longue frontière Sud avec le Nigéria où la nappe phréatique produit de façon saisonnière des eaux de surface, qui permettent une agriculture irriguée substantielle, dont l’oignon en constitue le produit phare, dans une zone de tabac et de maraichage. Néanmoins, la part des terres cultivées sont soumises à la pluviométrie, et là nous avons une dominance du mil et du sorgho avec le niébé intégré et avec des lopins d’arachides. Seuls 10% des ménages nantis détiennent plus d’un hectare de terre irrigable, bien que la grande majorité des autres ménages tirent un peu de revenu du tabac, si petit soit-il. Pour les tiers des ménages nantis et moyens, le revenu est tiré du bétail en général, bien que la particularité locale soit de l’embauche bovine plutôt que d’être propriétaire de troupeaux. D’autre part, pour les pauvres et les très pauvres, le principal revenu provient de l’emploi pour les travaux champêtres, de construction de briques, de petit commerce, dans cette zone où le marché est très actif du fait de la proximité avec le Nigéria, qui constitue d’ailleurs, un attrait pour la main d’œuvre.

#### **MALI:**

**Niono** – Zone de Culture Irriguée (Office du Niger). Cette zone consiste en un plan d’irrigation mis en œuvre et géré par l’Etat, sur les plaines inondables du fleuve Niger où des paysans de tous les groupes sociaux s’adonnent à la riziculture pour la production du paddy destinée aussi bien à la consommation familiale qu’à la commercialisation. Cependant, les familles pauvres ne cultivent

que de petites portions de terre au sein des parcelles des riches, car ne pouvant pas payer les intrants encore moins employer des ouvriers agricoles- bien sûr qu'eux-mêmes offrent leurs services comme ouvriers agricoles. Le riz est une spéculation à forte valeur commerciale au Mali, comparé au mil et au sorgho, et ainsi les paysans vendent-ils systématiquement le gros de leur production. Bien d'autres paysans développent également des cultures sous-pluies en dehors de la zone aménagée où ils produisent des céréales telles le mil et le sorgho combinées au niébé. Pour les paysans pauvres, le riz et les autres céréales mis à part pour la consommation ne sont pas suffisants pour satisfaire les besoins annuels, mais il est évident qu'il est beaucoup plus rentable de vendre la production et d'acheter des denrées moins chères sur le marché. La vente de la production agricole (essentiellement le riz) constitue de loin la part la plus importante du revenu des ménages comparée à l'ensemble des zones enquêtées ; mais les revenus provenant du bétail, sont ici, pour les nantis, de loin inférieurs à ceux de leurs pairs des autres zones. Dans la zone agricole, en saison morte, les membres des familles , toutes classes socioéconomiques confondues migrent à la recherche de l'emploi, ailleurs au Mali ou dans les pays voisins, bien que la tendance soit pour les migrants issus de familles aisées, est de trouver le capital nécessaire pour entreprendre des activités de commerce au lieu de servir de main d'œuvre pour l'agriculture, de porte faix ou d'ouvriers en construction que recherchent les pauvres.

**Bandiagara** - Zone Agricole du plateau. Cette partie du centre du Mali est une zone tapissée de roches où les villages, de façon pittoresque, sont perchés sur les faîtes des falaises, constituant ainsi, depuis longtemps, une véritable attraction touristique. C'est en effet, un environnement très hostile pour l'agriculture avec des minces couches de terres superficielles et une pluviométrie très aléatoire. Cependant, les paysans arrivent tout de même à produire suffisamment pour faire face à leur besoins annuels en céréales, même si, il est vrai que les plus pauvres dépendent plus du marché que de leurs propres productions. En outre, avec les nombreux micro-barrages et parfois avec le transport de la terre, certaines familles arrivent au moins, à faire du maraîchage pendant la fraîche période de la saison sèche, et la zone est célèbre pour la qualité particulière de ses échalotes qui procurent même aux familles pauvres près du quart de leur revenu en espèces. Mais il demeure tout de même vrai qu'une partie fournit de la main d'œuvre migratrice. Les possibilités d'élevage sont limitées, même si les nantis peuvent en détenir jusqu'à une bonne douzaine de bovins qu'ils envoient paître bien loin pendant la mauvaise saison en ayant conclu au préalable une négociation avec les bergers peulhs. La vente du bétail leur apporte, à peu près le tiers de leur revenu annuel. De façon générale, nous pouvons dire que c'est une zone d'insécurité alimentaire et à faible revenu, comparée aux autres.

## **BURKINA FASO**

**Sanmemtenga** - Zone Agricole du Plateau Central . C'est une zone du Burkina Faso relativement dense en matière de population, avec une pluviométrie moyenne annuelle de 600-700 mm qui en, principe, est suffisante pour une production satisfaisante de mil et de sorgho, et des cultures de rentes comme l'arachide et le sésame. Cependant, une récurrence de pluviométrie irrégulière combinée à la pression foncière, ont amené plusieurs foyers au seuil de l'insécurité alimentaire. D'autre part, les paysans mènent des actions pour donner de la valeur ajoutée à leur travail, et en particulier, exploitent-ils toute possibilité, si infime soit-elle, pour conserver les eaux de surface afin de développer du maraîchage, qui apporte 20-30% des revenus annuels en espèces pour l'ensemble des groupes socioéconomiques, cela leur est facilité par l'existence d'un bon réseau routier vers les marchés des centres urbains. Concernant l'élevage, il y a une attraction forte dont la demande dépasse la capitale, Ouagadougou, et s'étend jusqu'aux confins du Ghana, même avec la volaille que les pauvres essaient d'élever. Néanmoins, les ménages dépendent tout de même de

la main d'œuvre migratrice en basse saison, ainsi que des transferts de fonds de la part d'un parent établi en ville ou à l'étranger.

**Séno** – Zone Agro-Pastorale. Cette zone abrite une population composée essentiellement de peulhs sédentaires qui ont conservé leurs traditions et leur savoir-faire de pasteur, mais ayant développé à travers des décennies leur dépendance à la culture du mil. Un tel comportement est une réponse à la baisse des avoirs en bétails, du fait des cycles de sécheresses répétés (qui furent catastrophiques en 1970 et 1980) mais également à cause du problème, à long terme, de la population croissante qui essaie d'exploiter une zone de pâturage non extensible. Bien sûr, aujourd'hui les pauvres ne disposent, dans le meilleur des cas, que d'une poignée de moutons et de chèvres, et seulement 12% des nantis détiennent une part substantielle des troupeaux de bovins, bien qu'à 25 têtes, ils sont de loin en deçà de la moitié de ce que détenaient leurs grands-pères. Dans une année à pluviométrie acceptable, les ménages produisent une quantité de céréales assez correcte permettant de couvrir jusqu'à la moitié des besoins de la famille. Cependant, le régime pluviométrique demeure aléatoire avec, sur dix ans, plusieurs années déficitaires. D'autre part, il arrive une à deux années sur dix où la pluviométrie est exceptionnellement bonne entraînant ainsi un doublement voire un triplement des rendements. Cependant, les familles ne gagnent pas d'argent avec la vente des récoltes. Les plus nantis génèrent un tiers, voire la moitié de leur revenu avec la vente de leur bétail, aussi le petit commerce, le transport avec une charrette attelée à un bœuf et les transferts d'argent par un parent en génèrent pour les mêmes niveaux de valeurs. Les plus pauvres tirent leurs revenus du travail local, de la vente du bois mort et de foin, et ils sont également employés dans les mines d'or artisanales de la région.

Mis à part leurs différences localisées, ces différentes zones peuvent être considérées comme étant entre elles représentatives d'une bonne partie du sahel rural en général. Ainsi donc, les conclusions et les messages que nous en tirons relèvent d'une large pertinence géographique.

NB: Dans les tableaux et les graphiques qui suivent, les noms des zones sont abrégés ainsi qu'il suit:

TAMB = Tambacounda et MATM = Matam (SENEGAL)

OUAL = Ouallam; MSOR = Mainé Soroa et MADA = Madarounfa (NIGER)

NION = Niono et BAND = Bandiagara (MALI)

SANM = Sanmémenga et SENO = Séno (BURKINA FASO)

### **3. La pauvreté et la santé: points de similitude, points de différence**

La méthodologie HEA considère la zone de moyens d'existence comme l'unité géographique de référence, et le ménage comme l'unité économique de référence au sein de la zone, puisqu'elle constitue l'unité de base de la production et de la consommation. Beaucoup de l'analyse porte sur la différence entre les ménages. Les zones de moyens d'existence en milieu rural sont beaucoup plus homogènes que dans les agglomérations urbaines, en ce sens que les activités sont moins diversifiées ; mais virtuellement dans chaque village ou campement d'éleveurs, il y a des différences significatives dans les niveaux de possession de biens, de production et de revenus et par conséquent de sécurité alimentaire. Il y a également une graduation du pauvre au riche qui n'est pas cependant nécessairement régulière : pour les besoins de l'analyse, il est utile d'examiner les caractéristiques communes aux ménages à différents niveaux de richesses ; c.à.d. d'examiner les groupes socioéconomiques. En matière de HEA, les groupes socioéconomiques sont divisés généralement en quatre : les Très Pauvres, les Pauvres, les Moyens et les Nantis. Pour déterminer cette division, on a recherché les critères locaux déterminés par les villageois ; et l'utilisation des termes comme Très Pauvres ont été constatés dans les langues locales.

Une tendance générale dans le sahel est de voir les ménages pauvres avoir moins de membres que les ménages nantis. Ce qui est souvent le reflet du fait que les ménages Nantis sont souvent polygames, de ce fait l'unité du ménage ne se limite plus qu'à la « famille nucléaire ». Il y a aussi la tendance qui montre que les familles pauvres disposent de moins de bras valides pour produire et gagner du revenu, ce qui est dû à un ratio plus élevé d'enfants en deçà de l'âge de production ou de membres trop âgés pour produire/ gagner du revenu ( un ratio de dépendance élevé). Il n'y a pas de règle absolue mais le phénomène a été bien reflété dans les données d'enquêtes. Ce qui pourrait, dans une certaine mesure, conduire à l'erreur : par exemple la proportion des Très pauvres dans un village pourrait être de 25% et la proportion des nantis de 12%. Mais si les très pauvres ont des familles moyennes de 7 personnes, alors que les Nantis en ont 20, alors la population totale représentée par ces groupes socioéconomiques est susceptible d'être très différente ( en prenant en compte les autres groupes) : les très Pauvres seraient de 15% et les Nantis de 20%.

Une autre considération est que les différences en matière de richesse se présenteront de manière différente, aussi bien par ménage que par tête. Ainsi pourrait-on retrouver dans la même zone, des pauvres cultivant 2 ha de terre alors que les nantis en cultivent 8, une différence majeure. Mais, si les ménages pauvres ont 8 membres alors que les nantis en ont 20, alors la différence est réduite : les pauvres cultivent 0,25 ha par personne tandis que les nantis en cultivent 0.4 ha par personne. D'autre part, les récoltes de céréales chez les nantis sont susceptibles d'être supérieures à celles des pauvres d'un ratio de plus de 4 sur 2,5. Le cultivateur nanti a les terres de meilleure qualité, il a la capacité d'acheter les meilleures semences ; il a les terres les plus fertiles parce que son bétail lui produit du fumier, alors que le paysan pauvre lui n'a pas de troupeau, ou il sera obligé d'acheter de l'engrais chimique ou d'autres intrants qui sont hors de sa portée; et il pourrait être obligé d'employer de la main d'œuvre pour le labour ou le désherbage. Le paysan pauvre est souvent en manque de main d'œuvre et n'est presque jamais capable d'employer des ouvriers- il est même probable qu'il ne travaille pas assez sur son propre champ parce qu'occupé à travailler pour le compte des nantis.

Le tableau ci-après présente la répartition de la richesse dans les zones étudiées par proportion de ménages et par proportion de la population totale.

**Tableau 1. Proportion (%) du nombre total de ménages( Mnge) et du nombre total de personnes( Pers) représentées par chaque groupe, par zone**

Zone	Très Pauvres % Mnge	Très Pauvres % POP	Pauvre % Mnge	Pauvre % POP	Moyens % Mnge	Moyens % POP	Nantis % Mnge	Nantis % POP
TAMB	28%	17%	36%	34%	25%	30%	11%	19%
MAT M	28%	21%	33%	30%	26%	31%	13%	18%
OUAL	28%	18%	33%	29%	24%	29%	15%	24%
MSOR	21%	14%	45%	41%	22%	25%	12%	20%
MADA	35%	23%	30%	25%	25%	31%	10%	21%
NION	18%	11%	38%	32%	30%	32%	14%	25%
BAND	35%	27%	26%	26%	26%	29%	13%	18%
SANM	32%	21%	37%	34%	19%	25%	12%	20%
SENO	25%	15%	35%	35%	28%	31%	12%	19%

Les résultats dépendent, bien sûr, des valeurs concernant les Pauvres et les Moyens ainsi que les Très pauvres et les Nantis; mais l'influence des petits ménages des Très pauvres comparé aux grandes familles des nantis est très nette à travers toutes les zones. Cependant, nous devons faire attention quand on examine les messages directs de ces données par elles-mêmes. Par exemple, il serait bien tentant de déterminer quelle zone est plus riche et quelle zone est plus pauvre par la simple observation des proportions de Très pauvres et de Nantis; mais il n'en émerge aucune image claire. Comme nous le verrons dans la prochaine partie, en termes de revenus en espèces, Matam (Sénégal) et Niono (Mali) demeurent les deux zones les plus riches, alors que Bandiagara(Mali) et Séno (Burkina) restent les plus pauvres. Néanmoins, cela n'est pas toujours indiqué par des proportions plus grandes ou plus petites de Très Pauvres et de Nantis : Bandiagara a une proportion de très pauvres relativement importante alors ce n'est pas le cas de Séno ; Niono a une petite proportion de Très Pauvres, et relativement beaucoup de nantis, alors que Matam a relativement beaucoup de pauvres et peu de nantis. Encore une fois, les familles pauvres à Matam gagnent plus d'argent sur l'année que les familles riches à Séno ; par contre à Séno, les nantis conservent avec leur culture d'éleveurs, gardent leurs richesses au sein de leurs larges troupeaux de bovins et ne les vendent qu'en cas de rarissime nécessité. Chaque zone a ses facteurs particuliers qui déteignent sur la répartition des richesses, et c'est après tout, la raison pour laquelle les zones sont identifiées et étudiées séparément.

D'autre part, le tableau 2 ci-dessous montre quelques éléments communs très forts entre les zones. Ici, la répartition des richesses est calculée par population et non par ménage.

**Tableau 2. Proportion (%) du total des terres cultivées, et total de bovins et de petits ruminants appartenant aux groupes des Pauvres et des Nantis, par zone**

Les Très Pauvres & Pauvres ensemble (TP & P) et les Moyens et les Nantis ensemble ( M&N)  
par proportion (%) du total de la population (pop) dans chaque groupe

Zone	% de pop TP & P	% de pop M & N	% de terre TP & P	% terre M & N	% bovins VP & P	% bovins M & N	% petits ruminants TP & P	% petits ruminants M & N
TAMB	51%	49%	37%	63%	7%	93%	13%	87%
MATM	51%	49%	43%	57%	0%	100%	22%	78%
OUAL	47%	53%	38%	62%	0%	100%	17%	83%
MSOR	55%	45%	41%	58%	0%	100%	23%	77%
MADA	48%	52%	26%	74%	0%	100%	30%	70%
NION	43%	57%	31%	69%	0%	100%	10%	90%
BAND	53%	47%	37%	63%	0%	100%	4%	96%
SANM	55%	45%	49%	51%	4%	96%	22%	78%
SENO	50%	50%	37%	63%	0%	100%	10%	90%

Les populations rurales dans le sahel, sont à la base, des producteurs agricoles et des éleveurs, aussi bien pour leur propre compte que pour le compte de tiers en se faisant employer dans les travaux agricoles et la conduite des troupeaux. Elles sont également engagées dans d'autres activités économiques, allant de la vente du bois mort au commerce, mais la terre et l'élevage demeurent la source vitale de survie. Il s'en suit que si on leur demande d'indiquer les déterminants locaux de richesse, les villageois unanimement, citent invariablement plus de terre à cultiver et l'acquisition de bétail ( ou seulement le bétail s'il s'agit d'éleveurs exclusifs, qui ne sont pas représentées dans ces enquêtes)



Dans le tableau ci-dessus, la première similitude majeure, révélée entre les zones est que près de la moitié de la population ( dans une fourchette entre 45% et 57%) est parmi les deux groupes les plus pauvres pris ensemble, l'autre moitié, entre les riches. Il semble qu'il y a là un équilibre nécessaire, et une des influences est sans doute, que les plus pauvres dépendent, dans une large mesure, du travail qu'ils effectuent pour les voisins riches. Sans ces sommes qu'ils gagnent, ils n'arriveraient pas à s'en sortir pas. En conséquence, si les groupes des pauvres constituaient une large majorité, ils se verraient dépendre de l'emploi que leur offrirait une petite minorité de personnes. Mais les économies locales ne sont pas constituées de grandes exploitations de plantations ou de ranchs, appartenant à un petit nombre de personnes, qui seraient à même d'employer de nombreux ouvriers. Même les nantis ne sont normalement que de petits propriétaires chez qui, disposer de 10 hectares de terre relève de l'exception. Ils sont juste plus nantis que d'autres mais ne sont pas riches à l'échelle nationale, l'internationale n'en parlons même pas. Ainsi, pour que l'offre d'emploi soit durable, il faudrait qu'elle soit distribuée parmi un grand nombre de personnes nanties, en tant proportion de la communauté.

La surface de terre cultivée par ménage varie considérablement d'un groupe à un autre, mais cette différence est moins marquée *par personne*, telle que indiquée par le tableau. C'est là une découverte importante. Pour les superficies cultivées par tête, on ne s'attendrait pas à ce que les riches produisent une grande quantité de céréales pour le marché, même là où il y a une production relativement bonne. Leurs propres besoins en consommation tirés de leurs récoltes, limitent leur capacité à commercialiser, même dans une certaine mesure ils peuvent vendre leur surplus de mil ou de sorgho et acheter de petites quantités de produits prisés et plus chers comme le riz. Niono est une exception : ici dans les périmètres irrigués, les paysans vendent leurs productions plus qu'ils ne la consomment, et les pauvres, au moins achètent des céréales moins chères au marché, pour les ajouter à leurs récoltes de mil et de sorgho obtenues dans les champs en dehors des cuvettes rizicoles.

A Niono et à Madarounfa ensemble, il ressort que les Moyens et les Nantis détiennent une grande part de la surface cultivée en général. Il est peu probable que se soit une coïncidence qu'elles soient les deux zones où il y a une irrigation substantielle, de sorte que la terre soit une prime toute particulière. Ici, les paysans les plus riches ont la mainmise sur la plupart des terres, et les pauvres doivent se contenter des terres non irriguées sur les environs. Ailleurs, le même phénomène est observé à un moindre échelle: là où il y a des terres disponibles sur des cuvettes humides, propices au maraîchage ou toute autre culture de rente, la tendance est que la grosse part de ces terres restent entre les mains des paysans les plus nantis. Il n'est pas toujours possible de connaître l'origine de cette situation : est-ce par un simple héritage, par hypothèque ou par influence. Mais sur le plan économique, il est vrai, comme on l'a mentionné plus haut, que les ménages pauvres ont tendance à disposer de moins de bras valides et moins d'argent pour accéder aux intrants utiles à la culture, ce qui les lèse sérieusement quant à la potentielle rentabilité de la propriété foncière. De même, sont-ils contraints de nettoyer et d'exploiter des terres soumises à la pluviométrie, où celles-ci sont disponibles, particulièrement dans les zones agro-pastorales (même si, avec la pression démographique, cette disponibilité s'amenuise).

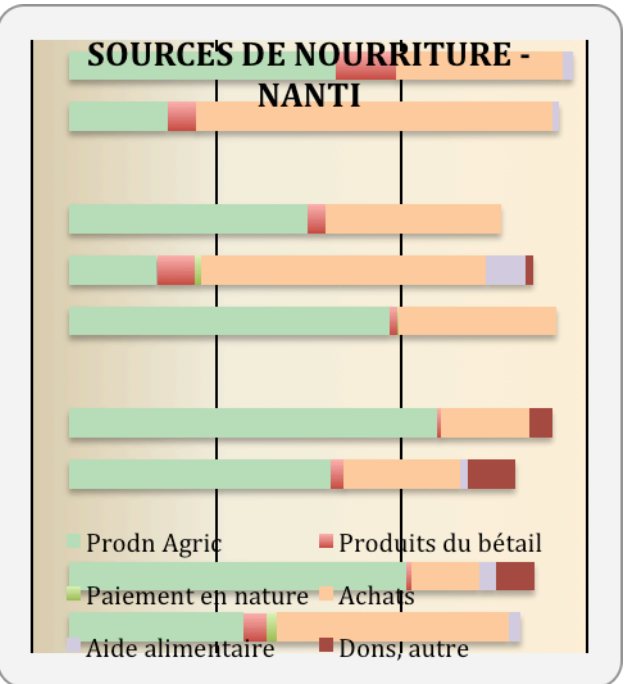
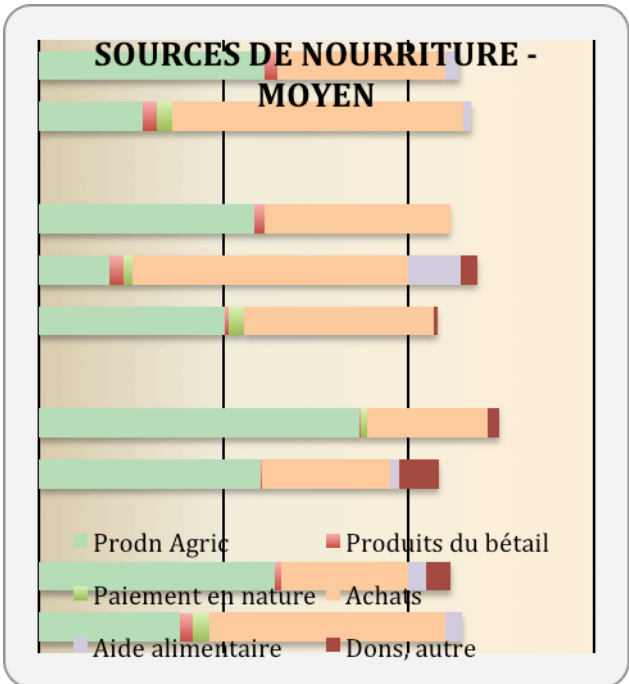
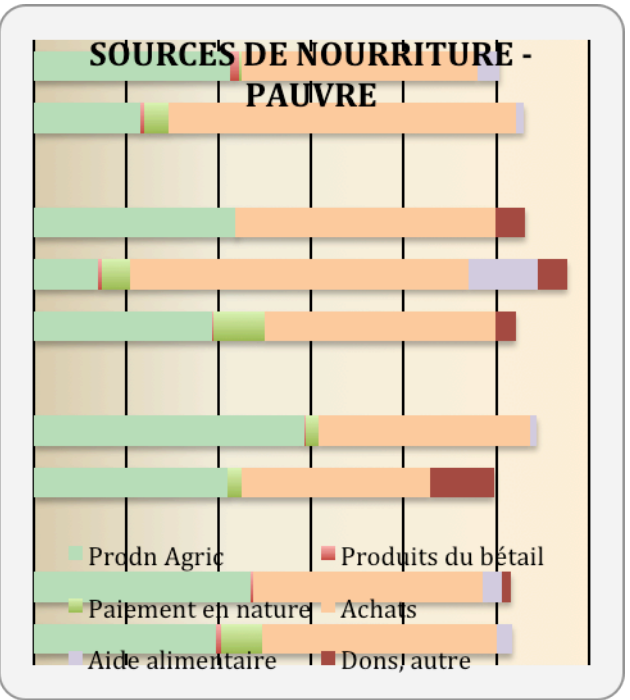
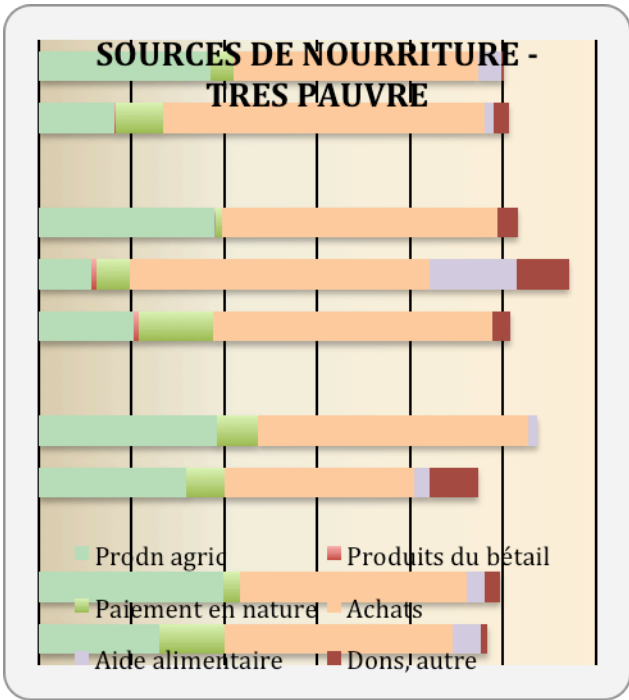
L'information sur les avoirs en bétail est la plus frappante. Au travers du tableau, presque tous les bovins appartiennent aux groupes socioéconomiques des Nantis et des Moyens, ainsi qu'au moins, trois quarts des petits ruminants. C'est là un aspect essentiel de la richesse et de la pauvreté, parce que les bovins constituent l'entrepôt de la richesse-comme un compte d'épargne du riche. Les pauvres, eux n'ont plus qu'une poignée de petits ruminants, et ceux sont plus des comptes courants que des comptes d'épargnes : chaque année, surtout pendant la période de soudure, les ménages sont obligés de vendre une ou deux têtes de bêtes pour acheter les nécessités dont ils ont besoin, et peut-être, vendre un autre animal pour payer des dettes si la récolte est mauvaise. En conséquence,

ces pauvres ne peuvent pas augmenter la taille de leurs troupeaux d'une année à l'autre, et il est encore plus rare qu'ils vendent de petits ruminants pour acheter une vache, ce qui est une ambition commune dans le sahel. Aussi, les résidus des récoltes constituent une importante nourriture d'appoint pour le bétail. Par conséquent, les superficies des terres cultivées par les ménages ainsi que leurs récoltes, constituent un facteur déterminant qui ne milite pas en faveur de la possession de bétail par les ménages pauvres. De façon typique, les très pauvres élèvent de la volaille, et si on voit une chèvre ou un mouton dans leurs maisons, il s'agit souvent d'un prêt que leur aurait fait un parent ou un voisin plus aisé, selon un système traditionnel par lequel il leur est permis d'utiliser le lait et même de garder la moitié de la progéniture ou récupérer une part d'un animal engraisé quand celui-ci est amené au marché pour y être vendu. Mais ils sont encore plus que leurs voisins pauvres, soumis à de très fortes pressions financières qui les amènent à vendre tout animal à leur disposition. Autrement, les petits ruminants, surtout les chèvres, nécessitent peu de travail pour leur entretien, mais il y a de coûts vétérinaires, ainsi que des investissements pour l'achat de fourrage quand il s'agit d'un mouton d'embouche pour avoir un bon prix sur le marché à l'approche des fêtes.

#### **4. Nourriture, revenus et dépenses**

Dans l'Analyse de l'Economie des Ménages (HEA), on y examine trois éléments fondamentaux qui sont liés les uns aux autres: les sources de nourriture de base, les sources de revenus et les types de dépenses. Cela nous donne une vue globale du fonctionnement économique des ménages. L'alimentation de base est mesurée à l'aune de la satisfaction des besoins annuels des ménages en calories (estimés à 2100 kilocalories par personnes et par jour), et la principale question est d'où est-ce que les ménages tirent-ils cette nourriture. Quelle est la proportion qui provient de la propre production ? Quelle proportion provient de leurs animaux( lait et viande)? Quelle est la proportion qui provient de rémunération en nature pour un travail effectué? Quelle est la proportion achetée ? Quelle est la proportion qui provient des dons, qu'ils soient d'un parent ou de la zakat, charité obligatoire en Islam?

Comme nous le verrons plus tard, l'achat des aliments est un élément important partout, et ainsi la question suivante serait: d'où est-ce qu'on tire l'argent pour ça - mais aussi pour toutes les nécessités indispensables à la vie, qu'elles soient des aliments autres que les céréales telles les légumineuses et les légumes qui sont indispensables pour une alimentation saine et variée, ou des articles non alimentaires allant des habits au savon, et l'argent nécessaire à la scolarisation d'un enfant. Et ainsi, nous sommes déjà en plein dans le troisième sujet : sur quoi portent les dépenses, et à quelle proportion ?



Cette série de graphiques nous résume une bonne quantité d'informations déjà traitées séparément dans le profil, parce que chaque zone a sa propre « historique ». Dans ces graphiques et dans les suivantes, dans le cadre de ce rapport de synthèse, seuls les points de comparaison les plus pertinents seront présentés. Une à deux explications préliminaires sont nécessaires. Les 100% représentent le minimum des besoins annuels en nourriture par ménages, de sorte que là où la barre n'a pas atteint 100% cela veut dire que les ménages dans ce groupe socioéconomique et dans cette zone, n'ont pas pu satisfaire leurs besoins minima au cours de l'année de référence.<sup>1</sup> Ainsi définit-on l'insécurité alimentaire. D'autre part, si la barre dépasse les 100%, cela veut dire que les ménages dans ce groupe ont pu, d'une façon ou d'une autre, accéder à plus que de besoin, ils ne l'ont forcément tout consommé. Le 'surplus' de nourriture est utilisé, surtout chez les nantis, au paiement en nature pour les ouvriers, et des dons de nourriture faites à l'attention des autres ménages d'une façon ou d'autre. Pour les pauvres, il pourrait être conservé en tant que stock d'urgence ou destiné à la vente au cours des mois qui suivront l'année de référence.

Dans presque tous les cas au niveau de ces zones, la propre production n'atteint apparemment pas le niveau de satisfaction de tous les besoins annuels (barre en vert clair). Bien sûr que tel est le cas dans la plupart du temps, mais parfois, au moins parmi les Nantis, c'en est pas le cas. Si ces ménages avaient souhaité consommer exclusivement leurs récoltes, celles-ci auraient été suffisante, voire plus que suffisante pour eux, mais comme nous l'avions mentionné plus haut, ils peuvent se permettre de vendre une partie de la récolte afin d'acheter des produits de base qu'ils produisent et qui sont plus prisés et plus chers, comme le riz, mais aussi des aliments finis comme le pain ou les pâtes ; ou des légumineuses pour enrichir la ration alimentaire et la rendre plus acceptable tout en fournissant autant de calories que les céréales.

Avec exception faite à Maïné Soroa au Niger, que nous étudierons plus tard, la barre en bleu clair matérialisant 'l'aide alimentaire' représente la contribution des cantines scolaires à la consommation alimentaire des ménages au cours de l'année, c.à.d. la consommation des écoliers de la famille. Ce qui est remarquable peut-être c'est l'importance de cette contribution au sein des familles plus pauvres dans plusieurs zones. Ce n'est pas seulement parce qu'il garantit la couverture des besoins des écoliers : il s'agit de plus ou moins de 5% des besoins des ménages en calories. La raison est que la couverture des besoins des ménages est si marginale que s'il n'y avait pas cette contribution ils n'auraient pas couvert ces besoins. C'est le cas des Très Pauvres à Tambacounda et des Pauvres à Matam et à Samemtenga. Il est fort probable qu'ils seraient amenés à acheter davantage de nourriture pour éviter la faim; mais cela se ferait au détriment des autres besoins essentiels, que se soit d'autres produits alimentaires importants ou pour un régime alimentaire de qualité, ou le minimum de savon requis pour une bonne hygiène, ou le renouvellement le plus faible des habits. Dans ce sens, la pauvreté et l'insécurité alimentaire doivent être considérées comme étant virtuellement synonymes.

Dans trois autres zones, les Très Pauvres n'ont pas pu couvrir entièrement leurs besoins en année de référence, malgré les cantines scolaires. Dans le cas du Séno (Burkina), ceci est dû, entre autres, du fait que la récolte de 2009/2010 était mauvaise (bien que n'étant pas aussi pauvre que l'année de crise de 2004-2005), et que la récolte de 2008 est en deçà, de sorte que les stocks de récoltes de la bonne campagne de l'année 2007 auraient été consommés depuis longtemps. Cependant, dans les zones agro-pastorales telles que celle-ci, il arrive souvent des fluctuations des précipitations, et deux récoltes pauvres, observées sur deux années consécutives, sont courantes. Si les Très Pauvres,

---

<sup>1</sup> Les données de terrain sont relatives à une année de référence pleine et unique, décrivant l'économie des ménages entre Octobre 2009 et Septembre 2010, c.à.d. 'l'année de consommation' la plus récente, à compter du début d'une récolte jusqu'à la veille de la prochaine.

ne peuvent pas obtenir au moins de la nourriture pour subvenir à leurs besoins minima dans ces circonstances, alors ne s'agit-il pas d'une insécurité alimentaire chronique ?

Dans le cas de Bandiagara (Mali) l'importance des récoltes ainsi que les conditions générales, sont proches de la moyenne. Mais malgré l'existence de la cantine scolaire et d'une quantité relativement élevée de dons de nourriture sous forme de charité de la part de la communauté, les très pauvres demeurent toujours à 5% en dessous de leurs besoins minimum de nourriture, et les pauvres, quant à eux, sont juste en dessous du seuil de leurs besoins minimum. Dans ce cas, même plus que pour le Séno, un niveau particulier d'insécurité alimentaire chronique est indiqué. Il y a là un paradoxe, en ce sens que pour les plus pauvres des groupes socioéconomiques, Bandiagara montre un niveau de production respectable comparé aux autres. Le problème ici, est de toute évidence, le manque criard de capacités ou d'opportunités de trouver du travail ou autre activité générant des revenus en espèces afin de combler le gap. Cette tendance s'avère également vrai pour les pauvres de Sanmentenga (Burkina). Bandiagara se révèle être une région du Mali avec des niveaux de malnutrition élevés, selon l'étude anthropométrique. Les causes de la malnutrition chronique précoce chez l'enfant sont souvent dues à une combinaison de facteurs : problème de santé, d'hygiène, de ration alimentaire qualitativement et quantitativement défectueuse ; dans ce cas, il faudra suspecter que les problèmes de nourriture jouent un rôle particulièrement important.

Mainé Soroa (Niger) présente un cas spécial dans un autre sens, parce qu'ici, à la différence des autres zones, l'aide alimentaire n'était pas limitée aux cantines scolaires au cours de l'année de référence. L'écologie et les précipitations normales de la zone sont à des proportions marginales pour soutenir une production agricole ; mais les cinq dernières années ont vu des échecs répétés de production dus à un déficit pluviométrique et à des attaques de parasites, et conséquemment, une aide alimentaire spéciale a été régulièrement distribuée. Pendant l'année de référence SCUK et le Gouvernement ont apporté, à plusieurs reprises, de l'assistance alimentaire à travers la Couverture Alimentaire et la Distribution Gratuite Ciblée, et dans le graphique, c'est ce qui est principalement reflété à la barre « aide alimentaire » pour cette zone, qui s'élève presque à 20% de la consommation totale des très pauvres. L'objectif est de porter le taux couverture des besoins des ménages les plus pauvres tout autant que les Nantis, bien au-dessus du seuil des 100% qui se trouve être le besoin minimum en nourriture. Toutefois, il est possible que dans cette zone, l'insécurité alimentaire maintienne quelques ménages en-dessous des 100% quelle qu'en soit l'année, s'ils ne reçoivent pas une certaine aide officielle.

Pendant, même à Mainé Soroa, en année de distribution substantielle d'aide, en sus de la propre production, l'aide alimentaire, les cadeaux locaux ou les paiements en nature n'ont pas suffi à atteindre l'équilibre alimentaire. Ici et dans chaque autre zone - et pour n'importe quel groupe socioéconomique - ce sont les achats qui, très largement, comblent le vide (la barre rose sur les graphiques). Le marché aujourd'hui n'est seulement pas là pour l'échange de produits et de marchandises entre les mondes rural et urbain. Quand on prend les zones dans leur ensemble, le marché est essentiel à la sécurité alimentaire du monde rural : c'est la source de plus de la moitié de la nourriture de base consommée par la moitié de la population rurale la plus pauvre, ainsi bien que la fourniture d'une bonne part de la nourriture consommée par les plus riches, parfois, comme nous l'avons dit, parce qu'ils échangent leurs propres céréales contre d'autres denrées plus prisées. Si nous examinons les graphiques pour les Moyens et les Nantis, il se distingue deux zones où ces groupes socioéconomiques dépendent du marché pour bien plus de la moitié de leur nourriture. Mais voici deux histoires très différentes. A Mainé Soroa, elle semble être essentiellement le résultat d'une récolte particulièrement mauvaise pendant l'année de référence : même avec les rendements relativement bas en années normales dues aux sols et aux aléas

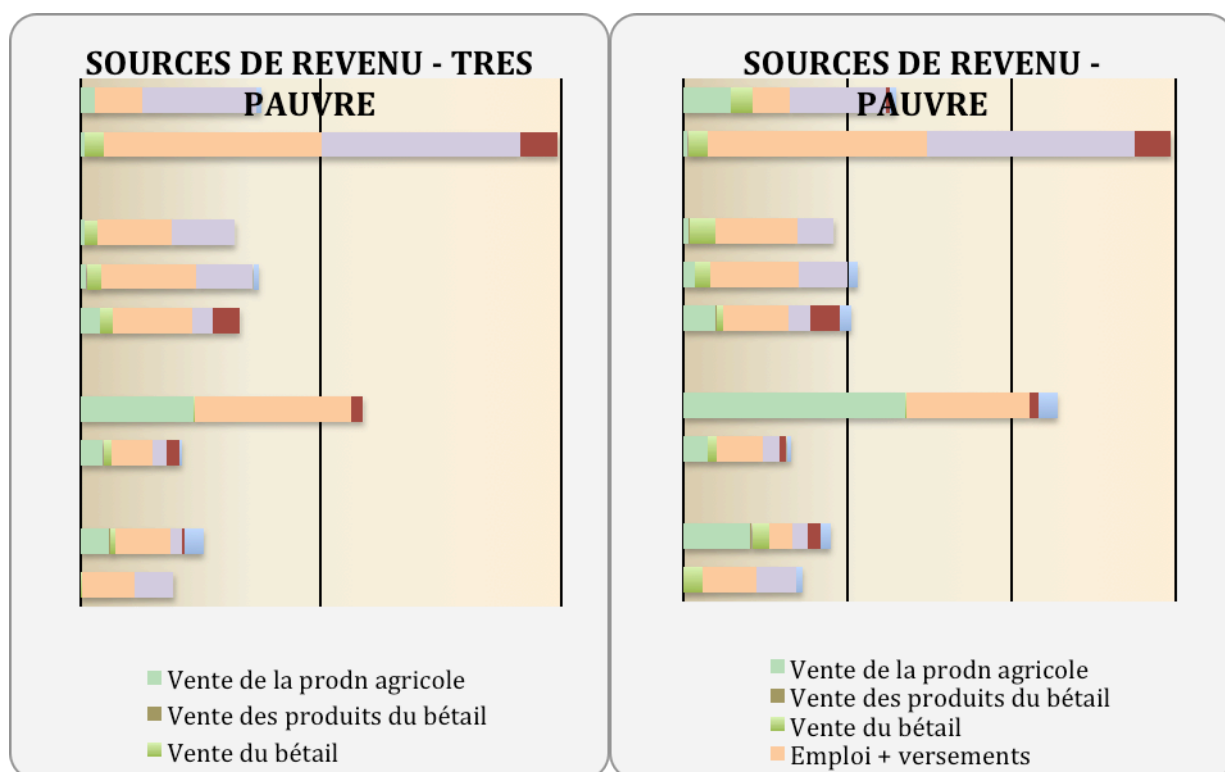
pluviométriques, on s'attendrait à ce que les ménages nantis produisent au moins la moitié de leurs besoins alimentaires sur le tiers d'hectare qu'ils cultivent en moyenne par personne.

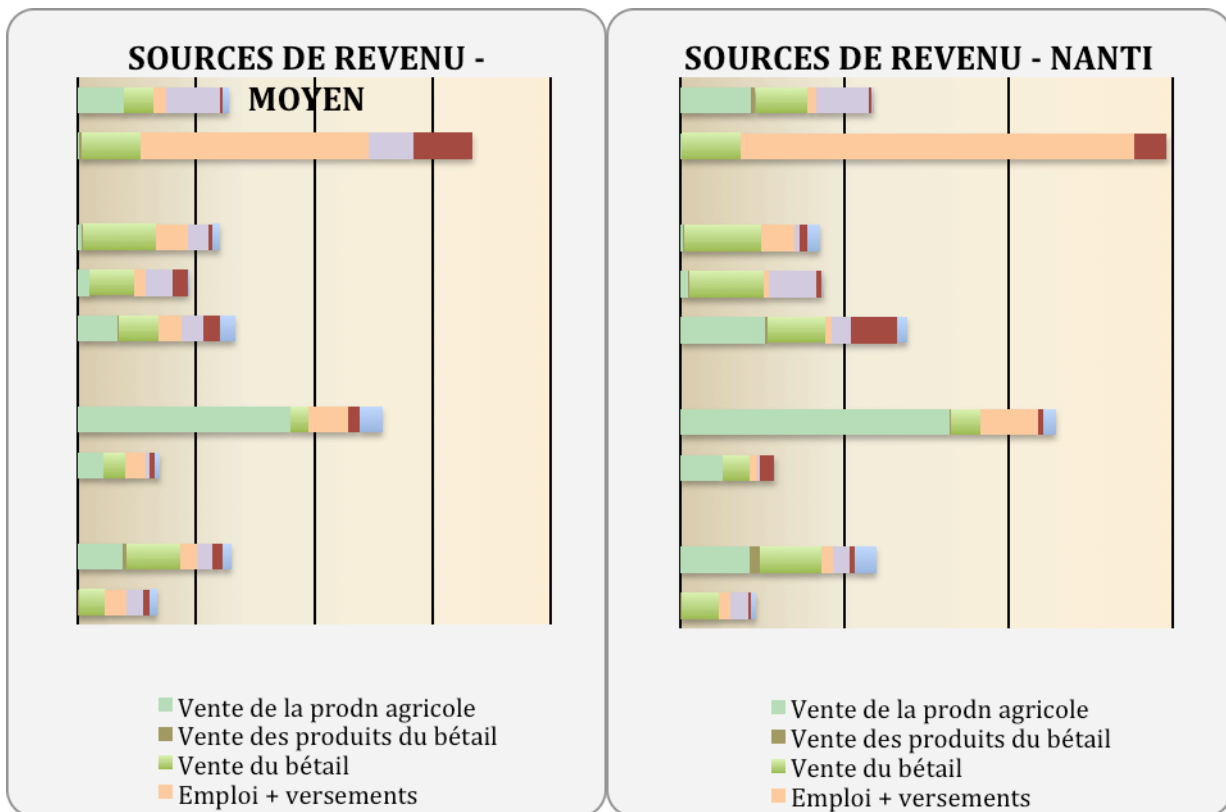
A Matam, les conditions de production sont également relativement dures, mais la faible production alimentaire s'est produite en une année de référence pendant laquelle les précipitations avaient été relativement bonnes. Le fait est qu'ici, les ménages les plus riches ne portent à la production agricole qu'une considération secondaire. Les terres ne manquent pas, mais c'est à peine s'ils cultivaient la moitié de la zone que leurs pairs cultivent dans Mainé Soroa. Une raison est que c'est une zone de forte migration des jeunes, et la main d'œuvre locale à employer y est relativement rare et chère (et il n'y a aucune culture de rente pour donner de la valeur ajoutée au travail). Deuxièmement, du même coup, c'est typique que les ménages nantis reçoivent un niveau de transferts de fonds de la part des parents émigrés, ce qui couvre facilement leurs besoins alimentaires, en même temps que d'autres besoins essentiels. Cultiver ce qu'on mange (avec le travail domestique) est plus une manière d'épargner une certaine somme d'argent qu'une base de leurs moyens d'existence.

Dans la plupart des zones, la production agricole représente la principale activité. Pourtant pour la majorité de personnes celle-ci ne rapporte pas normalement assez pour éviter la forte dépendance du marché. Ainsi, quelles sont les autres activités principales qui rapportent le nécessaire ?

Le schéma 2 nous donne les réponses de base.

**Schéma 2 : Comparaison des sources de revenus en espèces (FCFA) des années de références, par groupe socioéconomique et par zone**





Pour certaines barres, il est nécessaire d’apporter des explications, étant entendu qu’il y a certaines combinaisons d’éléments afin d’éviter de surcharger les graphiques. “ La main d’œuvre et le transfert d’argent” ( la barre rose) signifie que les familles représentent pour les pauvres l’argent gagné en effectuant du travail temporaire dans les champs des autres et / ou du travail journalier dans la construction ou encore offrir ses services dans les villes locales; et envoyer l’argent gagné pendant la saison de migration, ailleurs dans d’autres zones. Pour les plus nantis, qui sont, au niveau local plus employeurs qu’employés, l’accent est mis sur les transferts, qui consistent souvent en des virements de la part de membres de la famille établis et travaillant de manière permanente en ville : les familles nanties ont plus de chance d’envoyer leurs enfants à l’école secondaire, voire aux études supérieures, que les familles pauvres, et cela leur garantit un emploi salarié permanent. Ils s’engagent également, dans une large ou petite mesure, dans la main d’œuvre migratrice, bien que, nous l’avons dit plus haut, ils s’adonnent plus au commerce qu’à l’emploi rémunéré comme c’est le cas chez les pauvres.

‘La vente des produits agricoles’ concerne les céréales, les cultures de rente telles que l’arachide, le voandzou (noix bambara), le sésame, le coton, la canne à sucre et les graines de pastèques ; sans compter les produits maraîchers. Les paysans nantis, et dans une certaine mesure la classe moyenne, ont tendance à vendre les céréales ainsi que les cultures de rentes et les produits maraîchers. Mais il est rare de voir les familles pauvres vendre leurs céréales. Le cas d’exception dont on parle tantôt reste Niono, où ils sont de véritables riziculteurs professionnels. Tout au contraire, ils vendent une faible quantité de leurs cultures de rente et une partie de leurs produits maraîchers, s’ils en ont. Mais, ils vendent très régulièrement le niébé qui, lui, ne peut être considéré comme une culture de rente. Le niébé est presque partout l’élément qui accompagne les céréales

dans les préparatifs de la cuisine domestique, un élément essentiel à la qualité et à la variété du régime alimentaire, surtout pour les pauvres qui ne peuvent se procurer beaucoup de légumes et qui consomment très souvent bien peu de lait, quant à la viande n'en parlons pas. S'ils vendent le niébé alors qu'ils n'en produisent même pas assez pour leur consommation personnelle, ils s'engageraient très probablement dans un sacrifice face à la pression financière, surtout quand ils doivent honorer les paiements de crédits après les récoltes.

"L'auto-emploi" consiste essentiellement à la coupe et à vente du bois mort ou à sa transformation en charbon de bois qui sera ensuite mis à la vente; il y a d'autres activités telles que: la coupe et la vente du fourrage, la confection et la vente de produits artisanaux- de larges nattes en pailles ou des paniers; la fabrication et la vente de briques en terre, et des activités orientées vers le marché, allant du transport de marchandise par charrettes attelées aux taureaux( souvent prêtés à un pauvre par un nantis qui en partagent les profits générés), à la préparation et vente de beignets aux marchés hebdomadaires. Les gains obtenus par l'auto-emploi concernent les pauvres pour la plupart du temps, mais il y a bien des exceptions: à Tambacounda, les ressources forestières sont telles que les nantis, se sont rués vers l'activité très rentable de vente du bois et du charbon de bois. A Matam et à Ouallam aussi, des personnes nanties se lancent dans la vente du charbon de bois et du fourrage bien demandé.

Le petit commerce signifie généralement du commerce de détails à petite échelle entre les marchés, mais pour les plus aisés il pourrait consister en une entreprise plus importante prenant la forme d'un kiosque à aliments et de petite marchandise dans le village, ou même d'un commerce de céréales en gros ( bien qu'ils soient à des niveaux modestes comparés aux commerçants professionnels). "Autre", généralement fait référence aux crédits contractés pendant l'année de référence.

La grande caractéristique ici est que les Pauvres et les Très pauvres obtiennent l'essentiel de leur revenu par le travail, et que les Moyens et les Nantis par la vente de leurs produits de base-récoltes et bétail. Comme nous l'avons déjà vu, Matam constitue une exception, puisque les nantis dépendent de façon considérable des transferts d'argent expédiés par des membres de la famille établis à l'étranger. Les revenus à Mainé Soroa ne sont pas élevés, mais ils sont suffisamment robustes, vu la situation de la pluviométrie ces dernières années. Les nantis ont vraisemblablement déjà vendu bon nombre de bétails supplémentaires afin de faire face à un besoin supplémentaire de cash, mais évidemment, ils ont gardé pour en vendre pendant l'année de référence. D'autre part, les perspectives de mauvaise récoltes et la pression financière ont réduit leur capacité à employer les pauvres dans les champs, de sorte que les Pauvres et les Très Pauvres, se sont lancés dans la migration bien plus qu'à l'accoutumée ( la barre rose).

Si on prend toutes les zones globalement, si la moitié des foyers vit bien plus des gains obtenus avec le travail, et "l'auto-emploi" que par la consommation ou la vente de leur propre production, alors nous sommes loin du type d'économie subsistance qui aurait existé il y a deux ou trois générations. Aujourd'hui, les villageois sont plus que jamais attachés à une économie plus large, une bonne part de cette large économie est représentée par la demande urbaine: pour les céréales, pour les cultures de rente, pour la viande, pour le bois mort, ainsi que pour le travail temporaire.



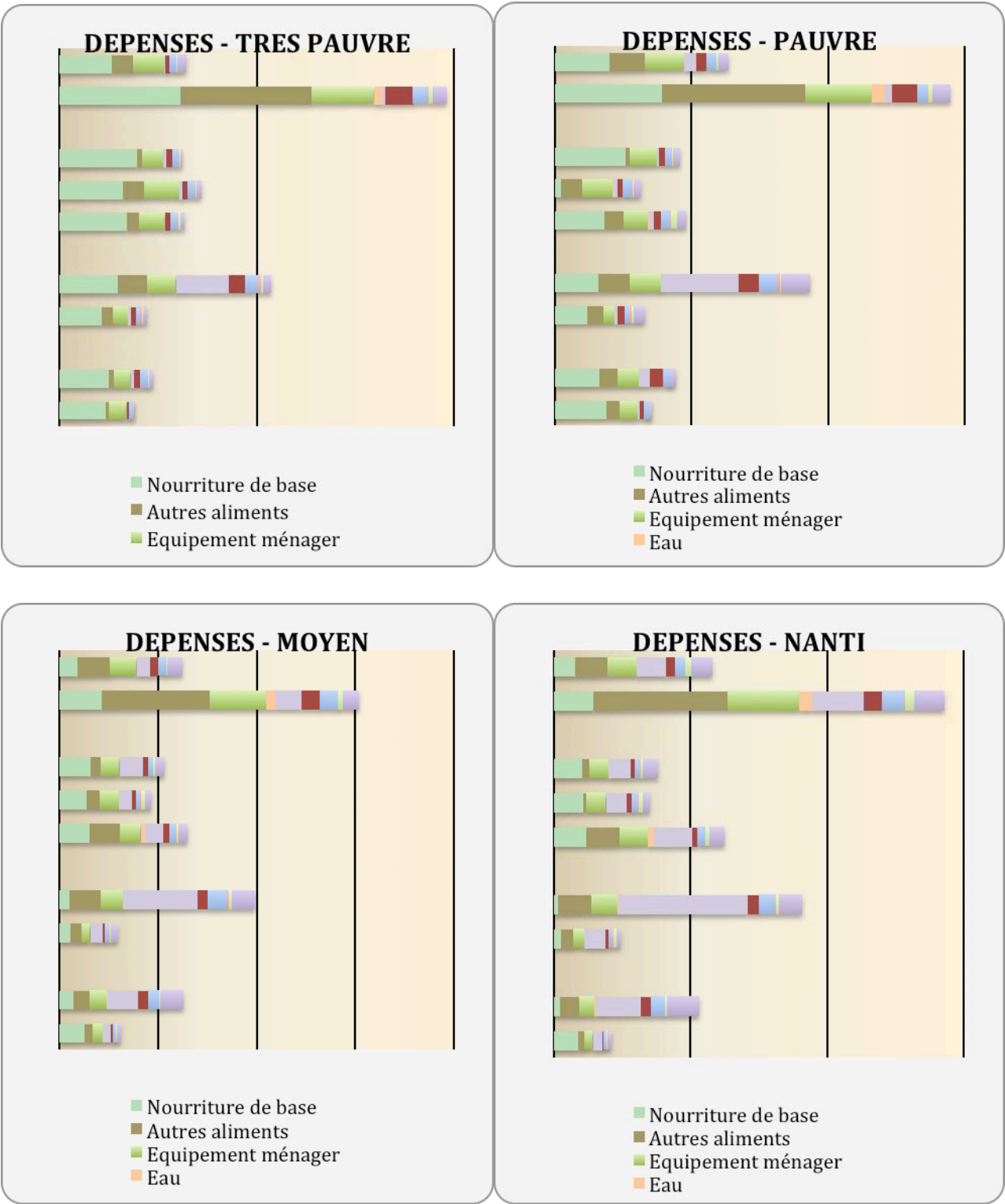
L'expansion des villes est ce qui donne de la valeur ajoutée au travail des populations rurales. Pour les populations pauvres le principal lien est indirect : ils travaillent et se mettent au service de voisins plus nantis, et leurs patrons ou clients paient, fournissant ainsi une réponse à la demande urbaine à travers le marché. Le lien devient direct quand les populations se rendent en ville ou traversent les frontières à la recherche du travail (un phénomène qui dans beaucoup de cas a commencé à n'importe quelle échelle du fait de la sécheresse catastrophique de 1973).

Aujourd'hui, même le berger le plus enclavé vit essentiellement en fournissant à la ville du bétail pour les abattoirs. Mais, dans les zones agro-pastorales ou agricoles que nous avons étudiées, on remarque l'importance du bétail pour ceux qui en ont un certain nombre à vendre. La demande urbaine croissante a fait grimper les prix du bétail, au cours d'une décennie ou deux, et même pour la volaille, peut-être même plus que tout autre produit rural. Si on prend les groupes Nantis et Moyens ensemble, dans cinq parmi les neuf zones, le revenu provenant de la vente du bétail égale, ou dépasse le revenu provenant de la vente des produits agricoles (la barre vert foncé comparée à la barre vert clair). Si nous prenons le groupe social moyen seul, cette vérité se justifie également pour sept zones sur neuf. Cela est d'autant plus significatif que le bétail est presque exclusivement détenu par le groupe des nantis. Néanmoins, la valeur du bétail signifie que la poignée de petits ruminants que détiennent les pauvres et même la poignée de volaille que détiennent les Très Pauvres, rapportent à ces groupes, des revenus suffisants pour être visibles sur les graphiques, bien que faibles en termes absolus. Pour les personnes dont le budget global est si marginal, cette addition est significative. Il n'est donc pas surprenant de voir des structures faire la promotion de projets qui donnent aux ménages pauvres, un capital de démarrage en petits ruminants, il s'agit souvent de familles dirigées par des femmes qui manquent de main d'œuvre pour la production agricole.

Les graphiques qui suivent les dépenses des ménages, renseignent sur les informations ci-dessus concernant les sources de nourriture et de revenu, et révèlent une à deux surprises.

Vu la forte dépendance des pauvres des céréales du marché, nous serions amenés à nous attendre à ce que les dépenses sur les aliments de base (la barre vert clair) soient nettement au dessus de toutes dépenses chez les pauvres et les très pauvres. Mais même pour les très pauvres, l'achat de la nourriture de base, occupe pas plus que de la moitié des dépenses des ménages dans toutes les zones sauf à Ouallam où elle en constitue les deux tiers ; bien que nous ayons déjà vu que Ouallam n'est pas l'unique zone avec des problèmes de sécurité alimentaire. Pour Mainé Soroa, la distribution substantielle de l'aide alimentaire aurait réduit le besoin d'une telle dépense. Par ailleurs, ce qui est frappant c'est le besoin concurrentiel des autres besoins. Les pauvres et les très pauvres n'ont pas de biens, ni de production, encore moins de ressources en espèces pour verser dans quelque luxe que se soit, si ce n'est l'hospitalité toute minimale qui leur restitue leur dignité en tant qu'êtres humains. S'ils doivent dépenser, ils le feront pour des besoins nécessaires, et d'ailleurs ils ne couvrent toujours ces derniers pendant une année normale, comme le montre la situation alimentaire à Bandiagara.

Figure 3. Comparaison des dépenses annuelles (en FCFA) des ménages par groupe socioéconomique et par zone, pendant l'année de référence



Ici, on découvre que le coût de la plus basique des vies comprend les dépenses importantes sur des denrées alimentaires autres que les céréales et sur les articles de maisons non alimentaires (articles ménagers). Pour les premiers, nous avons les légumineuses, les légumes, l'huile végétale, le sucre et le lait, ainsi que la viande si seulement elle est achetée. Pour le second, il s'agit d'articles comme le savon, le pétrole pour alimenter les lampes, et le charbon pour bouillir le thé si la famille n'en produit pas. Prises ensemble, ces deux catégories de dépenses, même si elles sont souvent en de petites quantités achetées au jour le jour ou alors chaque semaine, peuvent s'évaluer à hauteur d'un quart, ou même plus, du total du budget annuel. A Matam, les dépenses de nourriture autres que les céréales, nous indiquent que les virements d'argent et la redistribution aux pauvres à travers les paiements de services rendus, entretiennent un type de consommation qui est plus urbain que rural. Les dépenses inhabituelles, à Matam, pour l'achat de l'eau destinée à la consommation humaine, revêtent là également un caractère urbain ; à Madarounfa, les dépenses sur l'eau sont effectuées par les plus nantis, pour abreuver les bêtes. Les "Autres" couvrant des articles tels que les coûts du transport et les cérémonies semblent être l'apanage des nantis et généralement dans des zones à revenus élevés.

Pour Niono, pour tous les groupes socioéconomiques, il y a une large tranche de la barre de couleur mauve clair, représentant les dépenses en intrants de production. Cela renseigne sur le fait que la riziculture irriguée du pauvre comme du riche nécessite une pépinière pour les semences, de l'engrais chimique, des pesticides et de la maintenance ou la location d'équipements agricoles dont la charrue. Les plus grands producteurs louent aussi les services d'ouvriers. Mais dans les autres zones, alors que les Nantis et les Moyens dépensent des sommes considérables en intrants agricoles, les Pauvres et Très pauvres quant à eux, se contente de montants minima. Il en découle une situation de cercle vicieux : ils ont besoin d'investir dans la création de richesses afin de sortir du seuil précaire de la suffisance de base autour duquel ils oscillent ; mais d'autres pressions financières les en dissuadent, et pire encore, des aléas périodiques les tiennent en respect.

Mais il y a un investissement qu'ils font de façon unanime, il s'agit d'investir sur l'éducation de leurs enfants, aujourd'hui les filles autant que les garçons. Sur les graphiques cette éducation représente la grande partie des dépenses dites "services sociaux", matérialisées par la barre rouge. Les sommes absolues relativement importantes dépensées par les familles pauvres à Matam est révélateur de leur appréciation selon laquelle l'instruction est un facteur de succès pour ceux qui émigrent vers les pays plus riches à la recherche d'emploi. La *proportion* par rapport aux dépenses totales est généralement faible dans toutes les zones, mais pour les familles pauvres au budget extrêmement serré, toute dépense qui n'est pas susceptible d'apporter une once de perspective de profit dans le court terme, est tout simplement remarquable. Dans les familles, le fait de savoir lire et compter fait l'objet d'une reconnaissance valorisée dans la vie de tous les jours. Mais dans les conversations, les gens sortent les grandes ambitions : l'éducation des petits enfants est considérée comme étant la seule voie de salut pour sortir de l'impasse économique dans laquelle ils se trouvent. Ceux qui au moins ont atteint le niveau secondaire espèrent trouver du travail en ville et aider financièrement la famille restée au village.

## 5. Points de Conclusion

Dans la partie ci-dessus, nous avons donné un nombre de conclusions séparées, à partir de la synthèse des informations sur comment les personnes appartenant aux différents groupes socioéconomiques obtiennent-ils la nourriture qu'elles consomment, comment ils obtiennent l'argent nécessaire à la vie et aux moyens d'existence, et ce qui détermine le choix de leurs dépenses. Ici, nous dressons ensemble quelques résultats et leurs implications. Les profils individuels des zones enquêtées, utilisant les tableurs de données de base, constitue une ressource pour examiner séparément les zones et voir comment elles « fonctionnent » du point de l'Economie des Ménages. Ces zones présentent parfois des différences bien marquées, mais elles ne sont pas représentatives de tout le sahel, et beaucoup d'entre elles ont été choisies parce qu'elles avaient des problèmes de sécurité alimentaire et/ou des taux de malnutrition chronique élevés chez les enfants. Seul Niono au Mali pouvait être considéré comme une zone "grenier à céréales", mais dans ce cas non pas pour le sorgho et le mil mais pour le riz, une culture de rente destinée aux populations urbaines qui peuvent se l'offrir.

La synthèse des informations dans les parties précédentes met l'accent aussi bien sur les contrastes que sur les similitudes entre les zones et les groupes socioéconomiques; même il s'avère peut-être que les similarités restent le plus frappant. L'observation fondamentale est qu'à travers toutes les zones les ménages riches vivent de leur production et les ménages pauvres de vendre leur force de travail. On pourrait supposer qu'il y a quelques décennies, la différence entre les groupes socioéconomiques était que les pauvres avaient réussi à survivre avec la terre et le peu de bétail dont ils disposaient, mais avaient peu d'épargne, si épargne il y en avait, (en surplus de récolte ou en espèces) pour investir dans les troupeaux ou dans le commerce, ce qui différencia le riche. Si cela en était le cas, la situation a largement évolué - non pas pour le riche mais pour le pauvre. Aujourd'hui, les ménages identifiés comme Pauvres ou Très Pauvres sont caractérisés par le fait *de ne pouvoir* survivre de la terre et des autres biens dont ils disposent. Cela veut dire que, malgré le fait qu'ils cultivent toujours leurs champs et qu'ils entretiennent leurs quelques bêtes, il n'en demeure pas moins vrai que leurs moyens d'existence sont à rechercher au niveau des activités qu'ils mènent en dehors de leurs champs - qui est de gagner de l'argent. D'année en année, la grande majorité des ménages pauvres est obligée d'acheter le gros de la nourriture qu'ils consomment auprès des marchés.

Cette situation a été aggravée par une série d'aléas au cours des années, notamment les sécheresses (il n'y a pas eu de guerre civile dans les pays en question), mais nous estimons que c'est une situation structurelle. C'est le résultat d'une croissance démographique qui voit des populations essayer vivre directement d'une terre qui ne connaît de croissance au même rythme, malgré l'extension de l'agriculture sur d'anciennes zones de pâturages proche du seuil où la pluviométrie et sa fluctuation permettent à peine de soutenir une récolte. Dans une telle structure, nous constatons que les pauvres ont rarement de terre pour leur subsistance, et parmi eux les plus pauvres 15%-25% de la population n'ont souvent aucune bête du tout en dehors d'une poignée de poules. Pour survivre, il faudra travailler pour les autres, ou de leur vendre des articles tels que le

bois mort, les briques de terre et des produits d'artisanat. Le contraste est que les nantis semblent avoir accumulé la plus grande part des ressources disponibles.

Il est intéressant de voir qu'entre ces ressources la terre cultivée n'est pas la plus impressionnante : les données montrent que, par personne, les ménages plus nantis ont tendance à cultiver 20-25% de plus que les plus pauvres, et dans une seule zone, à Madarounfa, au Niger, ce chiffre a atteint les 50% (avec un nombre exceptionnel de personnes sans terre). Alors qu'au contraire à Sanmemtenga, au Burkina Faso, c'est à peine s'il y avait une différence. Il est vrai que la qualité des terres compte, surtout quand les nantis s'approprient les cuvettes humides sur lesquelles le maraîchage de contre saison est entrepris. Mais ce qui compte le plus est ce qu'ils arrivent à faire avec des terres ordinaires, en utilisant des équipements de labour là où c'est nécessaire, en achetant les engrais et les pesticides et en employant des ouvriers pour optimiser la récolte attendue. Ceci est fait en particulier pour les cultures de rentes rentables, qui nécessitent d'ailleurs de tels intrants.

Cependant, la différence la plus extrême entre les groupes socioéconomiques se trouve dans l'élevage: nous avons vu que la moitié plus riche de la population détient presque un monopole sur la possession des bovins, tout en s'arrogeant 75% des petits ruminants. Il est difficile de savoir à quel degré la forte valeur commerciale du bétail, peut-elle encourager une croissance absolue du nombre de bêtes dans les zones (tenant en compte les cycles répétés de perte dans les sécheresses et la régénération du troupeau) ou au moins, à quel degré peut-elle encourager la possession de bétail chez les pauvres ? La pression démographique sur des surfaces cultivables, entraînant ainsi des exploitations familiales plus réduites, limite le volume des récoltes que les ménages pourraient produire en moyenne, eux qui sont en manque d'une sorte de « révolution verte » soutenue plutôt difficile à envisager pour la majorité des petits exploitants dans l'écologie sahéenne. Cependant, l'expansion des cultures réduit aussi les zones de pâturage, et même dans les vastes zones agropastorales nous assistons à des conflits entre les populations croissantes en quête de nouvelles terres d'établissement et les bergers professionnels, dont les terres saisonnières de pâturage ou les parcours du bétail se voient aujourd'hui empiétées par des champs agricoles. Au même moment, les résidus de récoltes ne peuvent se substituer au pâturage que dans une mesure strictement limitée, dans les systèmes actuels de production en cours dans le Sahel.

Malgré une capacité de production réduite et une accumulation des biens par les riches, il n'en faut pas pour autant regarder le pauvre avec une vision fataliste et quasi-Malthusienne. Le fait est que, malgré les grandes privations subies, les populations rurales dans le Sahel continuent de survivre et de croître en nombre. Comment-est-ce possible? Nous avons remarqué qu'elles interviennent progressivement et collectivement dans une économie large - un marché large. L'économie s'est progressivement monétarisée. C'est le marché qui a permis aux pauvres de diversifier leurs sources de revenus et qui a également donné suffisamment de valeur ajoutée aux productions et aux bétails des paysans riches pour qu'ils puissent offrir du travail à leurs voisins les plus pauvres, soutenant, en retour, la survie de ces derniers. Et comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, une bonne partie de la demande qui remplit ce marché réside dans le secteur urbain : l'économie rurale est plus que jamais liée à l'économie urbaine. Il s'en suit que comme la population urbaine et la demande de son marché augmente, il en sera de même pour la valeur des produits ruraux. Mais les bénéfices seront dilués si la population rurale continue de doubler tous les vingt-cinq ou trente ans.

Le marché peut bien permettre la survie, mais il ne garantit pas pour autant d'échapper à la pauvreté. Une mesure générale face à la pauvreté rurale doit être prise contre une de ces pires conséquences : la malnutrition des enfants. Mais comme nous l'avons précédemment constaté, les causes de la malnutrition chez les enfants sont de deux ordres : des conditions environnementales, sanitaires et d'hygiène d'une part ; et d'autre part, des conditions d'accès à la nourriture. Le degré d'influence de l'un ou de l'autre facteur sur l'augmentation de la malnutrition n'est pas souvent clair : dans le cas de Bandiagara nous avons indexé les facteurs d'accès à l'alimentation de base comme étant plus responsables, mais nous ne pouvons dire la même chose de Tambacounda, où les revenus sont plus élevés et la nourriture plus accessible, mais la malnutrition y est élevée malgré tout. Mais il faut dire que les pauvres de Tambacounda restent *pauvres* par tous les standards : la mince marge de régime adéquat pourrait bien contribuer à la malnutrition.

Le marché peut assurer la survie en milieu rural, mais n'offre aucune garantie de pouvoir échapper à la pauvreté. L'aspect le pire de la pauvreté en milieu rural doit être la malnutrition des enfants. Peut-être serait-il possible de conclure qu'en faisant fi de l'interrelation précise entre les facteurs, cette malnutrition est au fond une malnutrition de la pauvreté, et qu'en fin de compte seule la réduction de la pauvreté pourrait entraîner une réduction durable de la malnutrition. Tant que les gouvernements et les structures d'intervention sont toujours prêts à s'attaquer avec succès à cette pauvreté, ces actions doivent se fonder sur la compréhension de la gestion par les pauvres de l'économie de leurs ménages, et de voir comment cela se rattache à l'économie plus large dont nous avons parlé. L'enquête que voici a ouvert une large fenêtre sur ce champ, et toutes les raisons sont là pour nous amener à croire que les participants au projet de renforcement des capacités en matière de HEA ont acquis aussi bien les compétences que la motivation pour en ouvrir bien d'autres fenêtres encore.

---

Annex 1

**Save The Children UK & The Food Economy Group**  
**Atelier : Synthèse des résultats des enquêtes de la formation HEA au Sahel 19-22 juillet 2011 à Niamey**

	Mardi 19 juillet	Mercredi 20 juillet	Jeudi 21 juillet	Vendredi 22 juillet
8h30	Ouverture Introductions Normes Questions administratives Revue de l'agenda  Présentation : les objectifs et les thèmes de l'atelier	<b>Différences et entre les groupes socio-économiques :</b>  Introduction  GDT : Analyse	La sécurité alimentaire et la pauvreté :  Présentations des GDT	<b>Les résultats HEA par rapport aux problèmes du développement</b>  Introduction  GDT : Analyse
10.30	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>		<i>Pause</i>
11h00	Distribution/vérification des tableurs et des fiches et des copies sur papier des profils  Identification des groupes de travail(GDT) pour chaque zone  GDT : Re-familiarisation avec le contenu des profils et des tableurs	Analyse (suite)  Présentations des GDT  Discussion	<b>Les systèmes d'alerte précoce : comment insérer des éléments utiles de HEA ?</b>  Introduction  Discussion sur les implications des LIAS (scénarios)	Présentations des GDT  <b>Le plaidoyer : qu'est-ce que les résultats HEA nous donnent comme arme ?</b>  Introduction  GDT : Préparation d'un exemple de plaidoyer au sujet d'un thème choisi
13h00	<i>Repas</i>	<i>Repas</i>	<i>Repas</i>	<i>Repas</i>
14h00	<b>Différences et similarités entre les zones :</b> introduction  GDT :  Analyse des différences entre les zones  Analyse des similarités entre les zones	<b>La sécurité alimentaire et la pauvreté : qu'est qui ressort des informations HEA ?</b>  Introduction  GDT : Analyse	GDT :  Analyse des éléments HEA par rapport aux SAP	Présentations des GDT
15h30	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>	<i>Pause</i>
16h00	Présentations des GDT  Discussion	Analyse (suite)	Présentations des GDT  Discussion	<b>Le training HEA et la pratique :</b> partager les expériences et des suggestions pour l'amélioration  Clôture
17h00	<i>Fin</i>	<i>Fin</i>	<i>Fin</i>	



**Les objectifs de l'atelier**

- Synthèse pour quoi faire?
- Les données ne sont pas en soi de l'information:  
'Information' veut dire données *analysées* afin qu'on comprenne quelque-chose
- Qu'est-ce que l'on veut comprendre?  
La sécurité alimentaire  
La pauvreté
- Pour quoi faire?

Combattre la malnutrition

Améliorer l'alerte précoce

Mieux planifier les interventions de développement

**Le chemin d'amélioration des capacités**

- Cadre d'analyse HEA
- Méthodologie et pratique du terrain
- Utilisation du tableur de données de base
- Manipulation des données pour les scénarios (LIAS)

**Synthèse:**

- Tirer les messages pour la sécurité alimentaire
- Tirer les messages pour le développement des moyens d'existence
- Le plaidoyer
- 'Synthèse' veut dire mettre ensemble, ou combiner –  
pour l'analyse

**Les thèmes de l'agenda**

- Différences et similarités dans les moyens d'existence entre les zones
- Différences entre les groupes socio-économiques: *dans* les zones; *entre* les zones
- La sécurité alimentaire et la pauvreté : qu'est qui ressort des informations HEA ?
- Les systèmes d'alerte précoce : comment insérer des éléments utiles de HEA ?
- Les résultats HEA par rapport aux problèmes du développement
- Le plaidoyer : qu'est-ce que les résultats HEA nous donnent comme arme?

**Les différences et les similarités entre les zones**

Mettre les données ensemble pour les comparer:

- voir les différences
- voir les similarités
- rendre visible des modèles
- trouver des surprises
- Typologie des zones:
- Tambacounda:
- Matam:
- Ouallam:
- Mainé Soroa

- Madarounfa
- Niono:
- Bandiagara:
- (Kaya) Sanmemtenga:
- Seno (Dori)

### Sous-thèmes

- Qu'est-ce qui différencie les moyens de vie entre les zones?
- Quels sont des éléments similaires
- Eléments de comparaison:
- Ecologie
- Modes de production
- Situation géographique par rapport aux grands centres/parcours de commerce
- Répartition des groupes socio-économiques
- Répartition des sources de nourriture
- Répartition des sources de revenu
- Répartition des dépenses
- Les types de risque/choc et leur fréquence
- Proposition:

“ Les nantis sont nantis dans des différentes façons;  
Les pauvres sont pauvres dans la même façon.”

### Les différences entre les groupes socio-économiques

- On cherche à définir les points clés des différences entre les groupes:
  - *dans* une zone donnée
  - *entre* les zones

### Les éléments à suivre:

#### Les terres cultivées

- superficies
- qualité de sol
- à qui appartiennent les terres inondées ou les bas-fonds?
- terres empruntées/louées

#### Le bétail

- Le nombre de têtes de grand et de petit bétail
- Le pourcentage de grand et de petit bétail dans les mains des nantis et moyens ensemble
- Le bétail emprunté
- La contribution relative du lait dans les calories globales consommées

#### Les cultures

- La contribution relative des propres cultures (vivres) à la consommation globale (donc aussi la dépendance relative du marché)
- Qui profitent des cultures maraîchères?
- Qui profitent des cultures de rente?
- Les dépenses pour les intrants et pour le travail journalier
- Les équipements (charru, charrette), les boeufs de labour, les ânes

Les revenus et les dépenses

Les deux ou trois différences clés dans

- La répartition des sources de revenu
- La répartition des dépenses
- 

Les risques/chocs

Les deux plus grandes différences dans les stratégies d'adaptation

- **A noter:**
- Pour certains éléments il y a des différences assez importantes entre les quatre classes, p.e. en ce qui concerne la proportion des revenus provenant de l'emploi journalier
- Pour certains éléments les différences sont essentiellement entre les plus pauvres (les très pauvres et les pauvres ensemble) et les plus riches (les moyens et les nantis ensemble) p.e. en ce qui concerne la propriété du bétail

### **La sécurité alimentaire et la pauvreté – qu'est-ce qui ressort des informations HEA?**

#### **La sécurité alimentaire**

- Les trois piliers classiques:  
Disponibilité  
Accès  
Utilisation (absorption)
- Nous nous concernons surtout avec l'**accès**, dans lequel néanmoins nous comprenons la disponibilité dans le sens de la consommation des propres cultures contre consommation par achat etc.

#### **La pauvreté**

- Notre définition n'est pas en termes absolus, ni d'après un point de référence international telle que la consommation économique au dessous d'une valeur de \$X pppj, ou par rapport à un seuil de dépense de 80% des revenus sur la nourriture de base.
- Notre définition est relative et provient du village: nous avons imposé le cadre de quatre couches socio-économiques, mais c'était pour les villageois de définir les critères de différentiation
- **Que voulons-nous dire par l'insécurité alimentaire?**
  - Que les TP dans quelques zones n'arrivent pas *normalement* à consommer 100% de leur besoin minimum?
  - Que la moitié pauvre du village souffre de la soudure annuelle (même s'ils rattrapent la consommation après la moisson)?  
*S'agit-il donc de l'insécurité alimentaire chronique?*
- **Ou bien, s'agit-il d'une insécurité liée aux événements ponctuels?**
- c.a.d. la vulnérabilité des ménages aux aléas climatiques ou autres?
- ce qui veut dire que dans un village il y aura ceux qui sont en insécurité alimentaire, n'ayant pas les moyens de se sortir du problème ponctuel, et ceux qui ne sont pas vulnérable dans ce sens.

- **Le formulaire classique de la 'vulnérabilité' des ménages aux chocs:**

$$\begin{array}{c}
 \text{économie du ménage (de base)} \\
 + \\
 \text{choc} \\
 + \\
 \text{stratégies d'adaptation} \\
 = \\
 \text{vulnérabilité}
 \end{array}$$

#### **Points de réflexion**

- Est-ce qu'une zone de moyens d'existence est automatiquement en insécurité alimentaire si elle est normalement déficitaire dans la production de vivres?
- Dans une zone donnée, est-ce que la présence de la malnutrition chronique à un taux élevé indique toujours l'insécurité alimentaire?
- Est-ce qu'il y a une différence entre l'insécurité alimentaire chronique et la pauvreté chronique?

#### **Les tâches:**

Choisissez deux de vos trois zones, l'une dans laquelle on souffre de l'insécurité alimentaire, l'autre où l'on n'y souffre pas (ou beaucoup moins). Faites une courte présentation qui répond aux questions suivantes:

- a) Est-ce que vous considérez toute une zone d'être en insécurité alimentaire? Normalement? Périodiquement? Oui ou non, expliquez
- b) Pour la zone la plus touchée, indiquez les éléments parmi les données de base qui mènent à l'insécurité alimentaire pour des groupes de richesse. Pour la zone qui est moins touchée, expliquez comment les pauvres sont moins soumis à l'insécurité alimentaire.

**Comparez la qualité de pauvreté dans les deux zones**, tenant compte non seulement des biens des groupes mais aussi des conditions naturelles, de géographie et de commerce

- Est-ce qu'il s'agit des mêmes éléments pour les deux zones?
- Entre les deux zones qu'est-ce qui fait la différence dans la qualité et/ou dans le degré de pauvreté?

**Comparez la qualité de richesse dans les deux zones**, tenant compte non seulement des biens des groupes mais aussi des conditions naturelles, de géographie et de commerce

- Est-ce qu'il s'agit des mêmes éléments?
- Qu'est-ce qui fait la différence dans la qualité et/ou dans le degré de richesse dans les deux zones?

#### **Les systèmes nationaux d'alerte précoce: comment insérer des éléments utiles de HEA?**

- **Le défi**
- Est-ce qu'on peut utiliser la base de données HEA sélectivement pour contribuer au système d'alerte précoce?
- Ou bien utilisation du HEA pour l'alerte précoce nécessite-t'il l'adoption du cadre HEA comme base d'analyse du SAP? (p.e. pour les scénarios)

- est-ce qu'il faut avoir une base de données HEA couvrant toutes les zones de moyens d'existence du pays pour permettre l'utilisation de n'importe quelle variable HEA ?
- **Les points forts de HEA**
- le calendrier saisonnier des activités de la production et de l'échange
- l'analyse par rapport aux groupes socio-économiques
- les trois piliers:
  - sources de nourriture
  - sources de revenu
  - les dépenses
- La compréhension énumérée et globale des opérations économiques des ménages qui combine tous ces éléments
- La capacité d'élaborer des scénarios prédictifs énumérés

#### **INDICATEURS D'ALERTE DU SAP/BURKINA**

**SOURCE: Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques / Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles : Reformulation d'un Système d'Alerte Précoce - Rapport de l'étape de développement méthodologique de l'outil d'alerte précoce**

1. Bilan céréalier déficitaire
2. Hausse des prix des céréales par rapport à la moyenne des 5 dernières années à la même période
3. Taux de sous-nutrition aiguë
4. Bilan fourrager déficitaire
5. Termes de l'échange bétail/céréales
6. Taux de couverture des besoins en céréales (novembre)
7. Nombre de repas par jour
8. Exode
9. Taux de décapitalisation ((en bétail))

#### **La tâche**

- Divisez-vous par pays
- Vérifiez / modifiez la liste d'indicateurs par rapport à ceux qui sont suivis par le SAP (ou équivalents) de votre pays
- Imaginez que vous devez plaider l'utilisation des éléments HEA dans le SAP. Construisez un argument pour l'appui des données HEA par rapport aux indicateurs SAP. Illustrez votre argument avec des exemples de l'utilisation des données pour une zone.

#### **Les résultats HEA par rapport aux problèmes du développement**

- **Le rapport entre l'analyse HEA et le développement**
- Le HEA fut créé pour aider à apprécier la situation alimentaire aux moments de crise.
- Mais il est carrément basé sur l'analyse des moyens d'existence du ménage quotidiens. Il explique en grand détail comment les villageois se débrouillent normalement – hors crise.

- Il s'ensuit que la base de données de base HEA devraient s'appliquer aussi au problèmes de développement – car plus on comprend l'opération normale du ménage, plus on peut planifier sagement.
- **Quelques éléments pertinents de HEA**
- La division en groupes de richesse en toute matière
- Notamment la distinction entre les pauvres et les très pauvres qui peut révéler des différences très importantes pour les investissements du développement.
- L'analyse de la dépendance normale des ménages sur l'autoconsommation et sur le marché à vivres.
- L'importance relative du bétail dans les revenus
- L'importance du travail journalier et pour la productivité des plus riches et pour la survie des plus pauvres
- Comme nous avons une base de données globale sur l'économie des ménages, nous pouvons réfléchir sur les contraintes et les opportunités pour l'accroissement de richesse.
- La question fondamentale: si ce n'est pas la paresse, qu'est-ce qui empêche les plus pauvres à atteindre un meilleur niveau?

### La tâche

1. D'après les données HEA, faites des observations brèves sur les contraintes économiques des plus pauvres d'une zone choisie.  
Qu'est-ce qui leur empêche de s'en sortir de la pauvreté?
2. Est-ce qu'il y a des solutions auxquelles l'aide du développement pourrait au moins contribuer?

### Des points de référence suggérés

- la terre
- le bétail
- les ressources naturelles (cueillette d'aliments, bois de chauffe)
- l'emploi
- le commerce
- l'éducation
- la santé
- des éléments éventuels socio-culturels
- les effets durables des chocs
- .....
- .....

### Le plaidoyer

- **Points-clés du plaidoyer**
- Le plaidoyer n'est ni un compte rendu ni un séminaire - le plaidoyer est la livraison d'un message
- Il faut être surtout bref, incisif et persuasif
- La question que vous devez avoir en tête est:  
"Que va l'auditeur d'aujourd'hui se rappeler demain de ce que j'ai dit?"

### Conseils

- Etre bref est plus difficile que d'être long
- Le sujet est complexe mais l'explication doit être limitée à essentielles.

- Il faut être simple dans ce sens – mais jamais simpliste ou grossier: on n’est pas politicien!
- Il ne faut pas essayer d’introduire trop de sujets ou d’informations: commencez votre préparation par l’identification des deux ou trois messages que vous voulez communiquer. Ensuite, identifiez les informations cruciales pour faire le point.
- Vous avez des données chiffrées à proposer. Cela est un acquis de HEA. Mais il faut être très sélectif: pour le plaidoyer, deux chiffres sont plus puissants que vingt. Un graphique simple vaut mieux qu’un tableau de chiffres.
- **Proposition d’un plan de présentation:**
  - introduire le sujet – pourquoi est-ce important?
  - donner un petit contexte: p.e. “X et Y sont essentiellement la façon de survie des pauvres, et aujourd’hui je veux me concentrer sur Z élément crucial”
  - indiquer une ou deux informations frappantes –celles que l’audience ne savait pas, surtout celles qui vont contre les suppositions probables de l’audience
  - donner votre argument brièvement
  - affirmer votre message.
  -

#### **La tâche**

- Construire une présentation pas plus que cinq diapos pour un plaidoyer sur un sujet au choix.

#### **Proposition des thèmes:**

- Le HEA peut donner des aperçus importants sur la malnutrition chronique
- Pour aider la production agricole, il faut bien comprendre les contraintes des plus pauvres
- Il faut mettre plus l’accent sur l’aide au secteur bétail
- Pour bien planifier l’aide au développement destinée aux plus pauvres, il faut faire la distinction entre les ‘pauvres’ et les ‘très pauvres’
- Dans les stratégies officielles pour la protection de l’environnement il faut tenir compte de l’importance de la collecte de bois et des produits sauvages pour la survie des pauvres.
- Il serait très souhaitable d’utiliser les résultats HEA dans les systèmes SAP